



## **Maintenant, ça suffit ! Relaxe pour les Goodyears – Retrait de toutes les sanctions à Air France, ERDF-GRDF...**

Depuis le 12 janvier 2016, défendre son emploi et les intérêts des salariés devient un délit passible de la correctionnelle et de peines de prison ferme.

8 syndicalistes de Goodyear ont été condamnés à 24 mois de prison dont 9 fermes. Après l' « affaire des chemises » d'Air France dont 18 salariés de l'entreprise ont été sanctionnés début janvier, après les « 5 de Roanne » pour un simple tag, après la révocation à la Poste d'un fonctionnaire – une première depuis 1951- pour faits syndicaux, après les sanctions imposées aux deux syndicaliste d'ErDF-GrDF pour avoir soutenu un agent licencié, le patronat, soutenu par la justice, dicte sa propre violence.

A travers ce jugement, c'est une véritable tentative d'intimidation de tous les salariés de tous les citoyens, qui se battent pour leur emploi, pour leurs droits. C'est une volonté d'étouffer toutes contestations sociales porteuses d'autres choix de société, d'autres modèles économiques et sociaux.

C'est une confirmation supplémentaire, après l'interdiction des manifestations durant la COP21, les gardes à vue et les mises en résidence surveillées de militants, de la dérive autoritaire et sécuritaire du gouvernement. Il utilise les attentats et la peur qui les accompagnent pour porter une attaque inédites aux libertés fondamentales individuelles et collectives. Pour cette raison, nous refusons toutes tentatives de constitutionnalisation de l'état d'urgence.

Cela se produit dans un contexte de colères et d'exaspération face aux injustices, aux inégalités sociales, aux reculs sans précédent des droits sociaux, de diminutions des droits des syndicats et des salariés et de remise en cause des moyens des organisations syndicales par la suppression de Bourses du Travail. Dans le même temps, les milieux financiers et les actionnaires du CAC40 s'enrichissent de plus en plus, en s'exonérant des lois et en pratiquant une violence sociale insupportable.

Cet acharnement contre la résistance sociale est proprement scandaleux, surtout lorsqu'il est conduit par un gouvernement qui se prétend de « gauche », élu sur des promesses en faveur du monde du travail et dont les actes concrets favorisent systématiquement le Patronat et de la finance.

Il n'y a pas de fatalité à ce que se poursuive la mise à mort de notre industrie, de nos services publics, des emplois, de nos droits et libertés, au nom des logiques financières et des politiques d'austérité.

Il s'agit de choix politiques, présentés comme des contraintes économiques.

Nous exigeons que seule soit condamnée la violence sociale, celle des licenciements boursiers, de la précarité, de la pauvreté, de l'exclusion sociale. Nous poursuivrons ensemble le combat contre les violences patronales et gouvernementales.

Maintenant, ça suffit ! Nous exigeons la relaxe des 8 Goodyear et le retrait de toutes les sanctions ou jugement envers les syndicalistes des différentes entreprises touchées par les plans de licenciement, premières violences exercées par le patronat avec le soutien du gouvernement.

Nous appelons tous les salariés, les sans emplois, les retraités, les étudiants et les lycéens à participer massivement à toutes les initiatives qui seront organisées pour la défense des militants sanctionnés dans les entreprises, pour la défense des libertés fondamentales et des droits sociaux, ainsi que celles porteuses d'autres alternatives aux politiques d'austérité.

Montreuil, le 14 janvier 2016